AIDE JURIDIQUE ESTRIE

Centre communautaire juridique de l'Estrie

Rapport annuel 2021

Table des matières

5 MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

6 PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

10 STATISTIQUES

12 FAITS SAILLANTS 2021-2022

14 IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT

21 PLAN STRATÉGIQUE RÉSULTATS 2021-2022

26 MESURES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

27 OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS ET DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Je suis étonné de voir à quel point nous avons su faire preuve d'adaptation au cours des deux dernières années alors que la pandémie nous a tous affectés de près ou de loin. Nous avons dû être créatifs, ajuster nos méthodes de travail en fonction des besoins du service et surtout faire preuve d'un grand courage. La prochaine année sera certainement celle qui marquera la sortie de crise, du moins, je le souhaite ardemment.

Depuis sa création, le CCJE ne cesse de promouvoir ses valeurs et sa culture organisationnelle en mettant non seulement le client[1] au centre de sa vision, mais également son personnel. À cette fin, la direction a privilégié cette année l'organisation de rencontres individuelles avec chaque employé autour desquelles le dialogue nous a permis de tisser des liens de confiance et d'améliorer la cohésion d'équipe. En ces temps difficiles, ces rencontres ont été très salutaires.

Reconnaissant la valeur ajoutée qu'apporte chaque membre du personnel, nous avons misé sur de meilleures pratiques de gestion axées davantage sur les besoins et attentes des employés en termes de reconnaissance et de bonheur au travail. Ainsi, en plus de l'élaboration d'une politique de reconnaissance pour tous, des améliorations ont été apportées à notre processus d'accueil et d'intégration des nouveaux employés. Le maintien d'un climat de travail au sein duquel le personnel se sent apprécié et reconnu pour sa contribution, tant individuelle que collective, est fondamental pour nous.

La fin de cet exercice coïncide avec l'échéance de notre planification stratégique. Je suis fier de constater que la grande majorité des vingt-trois objectifs de ce plan ont atteint leur cible et, par le fait même, ont contribué à solutionner les enjeux auxquels ils étaient reliés. Le conseil d'administration a déjà amorcé une réflexion en vue de la mise en place de la prochaine planification stratégique; celle-ci se poursuivra cet automne. J'en profite pour remercier tous les membres du conseil d'administration pour leur dévouement et leurs précieux conseils. Ma reconnaissance vise tout particulièrement Madame Joanne Beaudin et Me Timothy Leonard dont les mandats n'ont pu être renouvelés après presque dix années parmi nous. Vous nous manquez déjà.

L'aide juridique aura bientôt cinquante ans. Je souhaite de tout cœur que l'esprit de service et le professionnalisme qui nous animent se perpétuent un autre demi-siècle.

En parcourant ce rapport, vous découvrirez une multitude de renseignements qui révèlent l'excellence et l'engagement de tous.

Bonne lecture !

Me PHILIPPE GILBERT
Directeur général

[1] Afin de faciliter la lecture du présent rapport, nous emploierons le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

Mission

Le Centre communautaire juridique de l'Estrie a comme mission celle d'assurer l'accès à la justice aux personnes financièrement admissibles, résidant sur le territoire de l'Estrie, en rendant des services juridiques, gratuitement ou avec contribution, dans la mesure prévue par la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.

Vision

Être reconnu de la communauté comme une équipe chevronnée, dynamique, passionnée et innovante qui dispense des services juridiques de qualité supérieure.

Valeurs

Le CCJE encourage tous le personnel à partager et promouvoir les valeurs qu'ils ont ensemble adoptées le 31 mars 2017 à savoir :

PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

Ce sont les articles 29 à 49 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques qui déterminent la formation et les pouvoirs d'un centre régional, la composition de son conseil d'administration ainsi que de son comité administratif. En outre, ils attribuent au conseil d'administration les pouvoirs de nomination du personnel et du directeur général.

Enfin, ce sont les articles 20 à 30 du Règlement d'application de la loi sur l'aide juridique et la prestation de certains autres services juridiques qui déterminent les obligations dont le conseil d'administration est tributaire afin que le centre régional soit habilité à poursuivre ses activités.

Conseil d'administration

Les pouvoirs du CCJE sont exercés par son conseil d'administration qui, dans le cadre de sa mission, veille à la saine administration et à l'élaboration des orientations, des objectifs, des politiques et à l'embauche du personnel.

Le conseil est composé de douze membres bénévoles, nommés par la Commission des services juridiques, choisis en raison de leur implication au sein de la communauté et de la contribution qu'ils peuvent apporter à la mission et à la bonne gouvernance du Centre.

Au 31 mars 2022, ces membres sont :

Me Daniel Grégoire, président
Madame Carole Panneton, vice-présidente
Madame Joanne Beaudin
Madame Kylie Côté
Madame Annie-Andrée Émond
Monsieur Fredy Wasamba Farini
Madame Sylvie Khawaja
Monsieur Sébastien Laberge
Madame Lyne Lacroix
Me Timothy Leonard
Me Stéphane Reynolds
Madame Marie-Pierre Robert

Direction générale

Elle est constituée du directeur général et de la directrice générale adjointe qui voient à la gestion des services et des ressources. De plus, ils s'assurent de la mise en œuvre des objectifs définis par le conseil d'administration et veillent à la gestion des activités du CCJE.

Direction des services financiers

Sous l'autorité de la direction générale, la directrice des services financiers est responsable des activités comptables et financières et voit à la planification administrative.

PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

Administration

Direction générale
Directeur général
Directrice générale adjointe
Directrice des services administratifs et financiers
3 employées

225, rue King Ouest,
bureau 234
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-6122
Télécopieur : 819 563-7155

Bureaux

Sherbrooke
Civil-Familial
6 avocats
10 employés

225, rue King Ouest,
bureau 234
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-6122
Télécopieur : 819 563-6887

Sherbrooke
Criminel-Jeunesse
Directrice
8 avocats
10 employées

225, rue King Ouest,
bureau 201
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-4721
Télécopieur : 819 563-7593

Magog
2 avocates
2 employées

42, rue Principale Ouest,
bureau 200
Magog (Québec)
J1X 2A5
Téléphone : 819 843-4555
Télécopieur : 819 843-0602

Coaticook
1 avocate
1 employée

29, rue Main Est,
bureau 203
Coaticook (Québec)
J1A 1N1
Téléphone : 819 849-6366
Télécopieur : 819 849-3061

Val-des-Sources
2 avocates
2 employées

321, rue Chassé
Val-des-Sources (Québec)
J1T 2B4
Téléphone : 819 879-5402
Télécopieur : 819 879-6741

Lac-Mégantic
Directrice
1 avocate
2 employées

4340, rue Laval
Lac-Mégantic (Québec)
G6B 1B8
Téléphone : 819 583-1214
Télécopieur : 819 583-5544

Thetford Mines
3 avocats
4 employées

57, rue Notre-Dame Ouest
Thetford Mines (Québec)
G6G 1J4
Téléphone : 418 338-2133
Télécopieur : 418 338-6687

Bureaux à temps partiel

Disraeli
Desservi par le bureau d'aide juridique de Thetford Mines
Vendredi après-midi - CLSC

245, rue Montcalm
Disraeli (Québec)
G0N 1E0
Téléphone : 418 338-2133

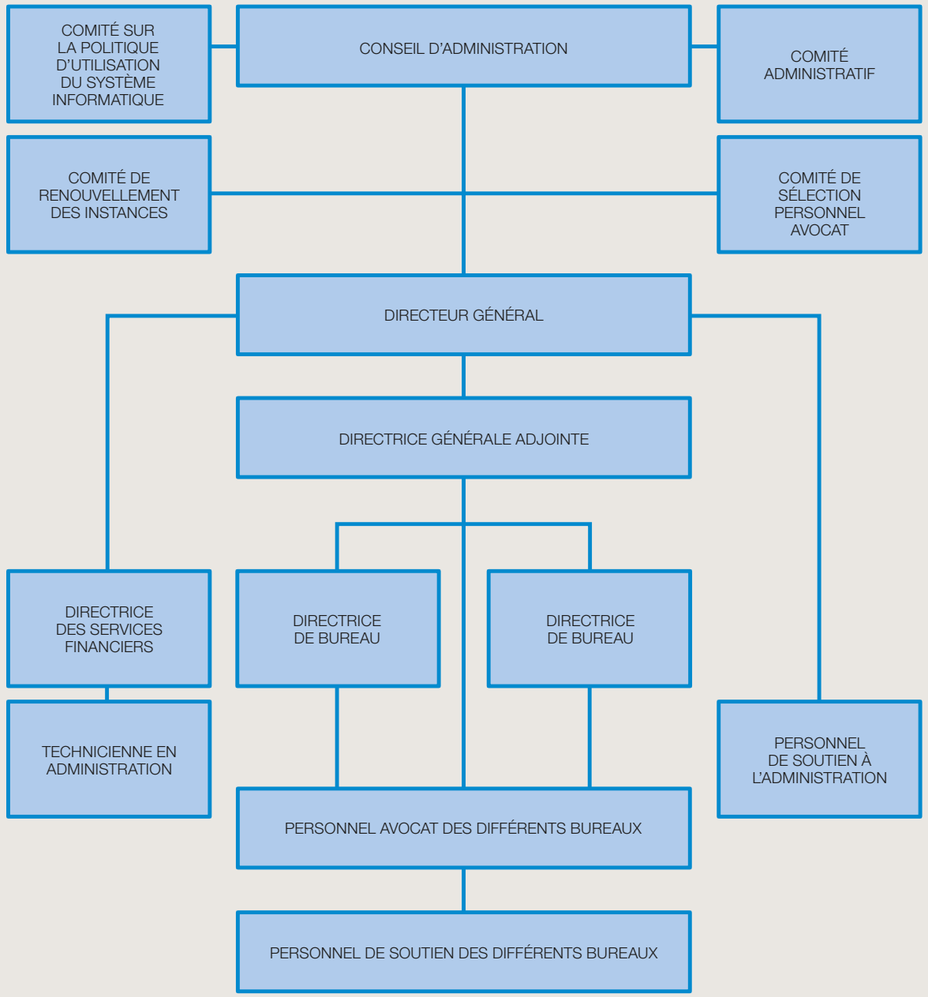
Stanstead
Desservi par le bureau d'aide juridique de Coaticook
Mardi

674, rue Dufferin
Stanstead (Québec)
J0B 3E0
Téléphone : 1 800 967-5717

Windsor
Desservi par le bureau d'aide juridique de Val-des-Sources
Lundi après-midi

5, rue des Sources
Windsor (Québec)
J1S 2X3
Téléphone : 819 845-5583

Organigramme



STATISTIQUES
2021-2022

13 417

demandes traitées (contributif et gratuit)

92%
dossiers gratuits

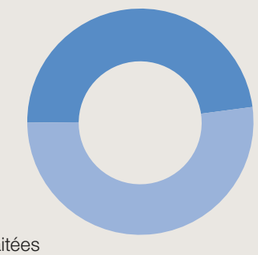
8%
dossiers à volet contributif

11 045

demandes admises

48%
demandes admises et traitées par un avocat permanent

52%
demandes admises et traitées par un avocat du privé



93%
demandes admises et gratuites

7%
demandes admises à volet contributif

1 024

appels d'arrestation

31%
appels traités par les avocats du CCJE

69%
appels traités par le service de garde provincial

Nombre total des demandes traitées par matière
(contributives et gratuites)

Civil	2018 2019	2019 2020	2020 2021	2021 2022
CIVIL - ADMINISTRATIF	2 167	2 146	1 679	2 091
FAMILIAL	2 232	2 154	1 866	1 904
PROTECTION DE LA JEUNESSE	2 986	2 874	2 823	2 974
IMMIGRATION	75	76	33	52
HOMOLOGATION	184	157	181	155
TOTAL	**7 644**	**7 407**	**6 582**	**7 176**
Criminel				
CARCÉRAL	116	71	95	147
CRIMINEL	3 462	2 907	2 312	2 199
CRIMINEL - JEUNESSE	614	505	438	426
CRIMINEL - SOMMAIRE	3 859	3 274	2 829	3 147
CHAPITRE III	6	7	26	34
TOTAL	**8 057**	**6 764**	**5 700**	**5 953**
GRAND TOTAL	**15 701**	**14 171**	**12 282**	**13 129***

* NOTE : Excluant le notarial et les données incomplètes

Statistiques 2021-2022 des services de garde 24 heures

PÉRIODE COUVERTE	PROVENANCE		TOTAL APPELS
	SERVICE DE GARDE PROVINCIAL	SERVICE TELMATIK	
	16H30 - 8H30[1]	8H30 - 16H30[2]	
Avril 2021	45	30	75
Mai 2021	44	15	59
Juin 2021	74	32	106
Juillet 2021	81	23	104
Août 2021	70	24	94
Septembre 2021	64	27	91
Octobre 2021	72	17	89
Novembre 2021	60	30	90
Décembre 2021	63	21	84
Janvier 2022	40	30	70
Février 2022	35	29	64
Mars 2022	60	38	98
TOTAL	**708**	**316**	**1024**
MOYENNE	**59**	**26**	**85**

[1] Couvre la période en dehors de heures d'ouverture des bureaux, les fins de semaine et les congés fériés
[2] Couvre la période des heures d'ouverture des bureaux

Quelques événements marquants pour l'année 2021-2022

Au conseil d'administration

Une nouvelle membre a été nommée au sein de notre conseil d'administration. Il s'agit de Madame Sylvie Khawaja en remplacement de Madame Soucila Badaroudine.

Madame Khawaja occupe le poste de directrice générale depuis 11 ans à La Croisée des sentiers, un organisme communautaire en santé mentale situé à Val-des-Sources.

D'autre part, les mandats de Me Daniel Grégoire et de Madame Carole Panneton ont fait l'objet d'un premier renouvellement.

Du sang neuf au CCJE

Deux nouveaux avocats ont été embauchés. Il s'agit de Me Samuel Bouchard et de Me Sébastien Gagné, alors que trois membres du personnel de soutien se sont jointes à l'équipe, soit Mesdames Anne-Marie Mathieu, Frédérique Godue Couture et Chantal Auger.

Plusieurs personnes remplaçantes occupent ou ont occupé un emploi au cours de cet exercice. Il s'agit de Me Émilie Boulanger, Me Julie Couture, Monsieur Michel Samson ainsi que Mesdames Alice Sauvageau, Audrey-Ève Roy, Emmy Hegyes et Karine Lessard.

Nominations

Le 2 juin 2021, Me Benoit Gagnon a été nommé juge à la Cour du Québec, chambre criminelle et pénale de Sherbrooke. Cette nomination consacre sa grande compétence à titre de juriste et reconnaît une fois de plus le dévouement et la qualité du personnel avocat du Centre.

Le 29 septembre 2021, le conseil d'administration a confirmé la nomination de Me Mélissa Robert à titre de directrice du bureau criminel et jeunesse de Sherbrooke.

Comité aviseur de la Fondation du Barreau

Le 30 septembre dernier, le conseil d'administration de la Fondation du Barreau du Québec a confirmé la nomination de Me Annie-Pier Babineau au nouveau comité aviseur en droit de la jeunesse de la Fondation.

Convention collective des employés de soutien

Le 25 février 2022, nous avons procédé à la signature de la convention collective des employés de soutien de l'aide juridique de l'Estrie. Des modifications à apporter au protocole de fonctionnement de l'horaire variable ainsi que l'élaboration d'une politique-cadre en matière de télétravail constitueront nos prochains objectifs.

Implication du personnel avocat

Plusieurs membres du personnel avocat ont offert de nombreuses formations, conférences ou séances d'information devant plusieurs forums professionnels ou communautaires. Ils ont également poursuivi la tradition d'implication communautaire de notre Centre. Ils se sont impliqués à titre de personnes-ressources ou membres de conseils d'administration de plusieurs organismes communautaires ou professionnels. De plus, ils ont participé aux campagnes de financement de certains de ces organismes. La section « Implications et rayonnement » de ce rapport illustre de façon détaillée leur implication.

Congrès mondial 2021 sur la justice avec les enfants

Me Mélissa Robert a été panéliste au Congrès mondial 2021 sur la justice avec les enfants. Ce congrès constitue une étape internationale qui rassemble des enfants aux côtés de décideurs politiques, de juristes, d'universitaires et de représentants de la société civile ayant une expérience professionnelle pertinente pour influencer la justice pour enfants, explorer les meilleures pratiques, favoriser la coopération scientifique et sensibiliser à l'environnement adapté aux enfants.

Formations de la CSJ

Cette année, en raison de la crise sanitaire, les journées de formations organisées par la CSJ ont été annulées et un éventail de formations a été mis à la disposition des avocats du réseau en format virtuel. Six avocats du Centre, soit Mes Marc-André Champagne, André Gardner, Caroline St-André, Geneviève Lafontaine, Gabrielle Lemay et Mélissa Robert ont participé à l'élaboration des formations et de la documentation afférente.

Le programme eMAJ

Le lancement officiel du Programme eMAJ a été effectué le 17 décembre dernier par la projection de la vidéo promotionnelle auprès de tout le personnel. Ce programme s'occupe de la transformation numérique du réseau de l'aide juridique. Il veille à l'optimisation des processus actuels pour permettre un passage d'un mode plutôt papier à un mode plutôt électronique, mais aussi au développement d'un plan de gestion du changement et de formation. Il vise la performance, l'efficience, l'amélioration de l'expérience des différentes parties prenantes, mais également à mieux servir la clientèle.

L'Université de Sherbrooke et le CCJE

Une fois de plus, notre personnel avocat s'est grandement impliqué dans le programme d'activités cliniques de l'Université de Sherbrooke. En effet, onze avocats ont supervisé douze étudiants inscrits au programme. Ces activités cliniques permettent aux étudiants de mettre à l'épreuve les connaissances théoriques acquises et de les transposer à une situation d'apprentissage réelle.

De plus, l'Université de Sherbrooke a reconduit encore cette année le financement d'un stage coopératif en droit dont la supervision a été assumée par Me Marie-Ève Maillé du bureau de Lac-Mégantic.

Mes Benoit Gagnon et Marc-André Champagne se sont impliqués à titre de chargés de cours au programme de deuxième cycle en droit criminel et pénal.

Enfin, le CCJE a été approché par la Faculté de droit afin d'établir dès l'automne prochain un nouveau partenariat dans un innovant programme d'études supérieures spécialisées en droit et politique appliqués de l`État.

L'Intranet du CCJE : un outil de travail moderne, efficace et évolutif

Le 22 juin dernier, le CCJE a dévoilé au personnel sa toute nouvelle plateforme intranet. Son utilisation favorisera les échanges rapides et efficaces de l'information et constituera notre propre réseau de communication interne. La réalisation de ce projet découle de la phase 2 de l'orientation « Développer une stratégie numérique » du plan d'action 2018-2022. Ce projet a vu le jour grâce aux efforts soutenus qu'ont déployés Mes Marie-Claude Boucher, Simon Delisle-Beaulieu, Lydia Jacques ainsi que Mesdames Jessica Mercier, Marie-France Duquette, Véronique Dubé et Mariane Surprenant.

IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DES AVOCATS DU CCJE

L'aide à la personne et à la famille

ACEF Amiante-Beauce-Etchemin
Me André Gardner
Personne-ressource

ACEF Estrie
Me Simon Delisle-Beaulieu
Personne-ressource

Action Plus de Sherbrooke
Me Alexandra Houde
Personne-ressource

Association des proches de personnes atteintes de maladie mentale de l'Estrie (APPAAM)
Me Simon Delisle-Beaulieu
Membre du C.A.

Bonne œuvre (La)
Me Geneviève Lafontaine
Personne-ressource

Cellule Parent'aise (Table négligence du CIUSSS)
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

Centre des femmes de la MRC du Granit
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

Coalition sherbrookoise pour le travail de rue
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Comité sur l'échange de garde d'enfants
Me Marie-Christine Roy
Membre

Comité-Famille régional
Me Lisanne Fabi
Me Céline Gallant
Me Marie-Christine Roy
Membres

Comité transpartisan sur les violences sexuelles et conjugales
Me Michèle Lamarre-Leroux
Rencontre avec Mme Christine Labrie, députée provinciale, sur les suites à donner au rapport Corte

Corporation de développement communautaire des Sources
Me Marie-Christine Roy
Me Céline Gallant
Me Émilie Boulanger
Membres

Croisée des sentiers (La)
Me Émilie Boulanger
Personne-ressource

Escale (L') de l'Estrie
Me Lisanne Fabi
Personne-ressource

Éveil (L')
Me Véronique Dion
Personne-ressource

Expression-centre d'écoute active
Me Lydia Jacques
Personne-ressource
Membre du C.A. (trésorière)

Gîtée inc. (La)
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Groupe d'entraide cancer et vie
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Groupe Probex
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Local de quartier
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

Maison CALM
Me Céline Gallant
Membre du C.A.
(vice-présidente)

Maison de la famille de Lac-Mégantic
Me Marie-Eve Maillé
Personne-ressource
Membre du comité ressources humaines
Membre du C.A. (présidente depuis octobre 2021)

Maison d'hébergement La Bouée
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

Moisson Estrie
Me Alexandra Houde
Personne-ressource
Membre du C.A.

MomentHom
Me Marc-André Champagne
Personne-ressource

Partage St-François
Me Jean-Christian Blais
Membre du C.A.

Pro-Def Estrie
Me Alexandra Houde
Personne-ressource
Me Jean-Christian Blais
Membre du comité Mesures d'exception
Me Valérie Lauzier
Membre du C.A.

Récupération Frontenac inc.
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Réseau d'entraide des Appalaches
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource
Membre du C.A.

Santé publique
(équipe de proximité – services psychosociaux – projets de mobilisation communautaire)
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

Service d'aide à domicile du Granit
Me Nathalie Gaulin
Membre du C.A. (présidente)

Service budgétaire populaire des Sources
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

Villa Pierrot
Me Geneviève Lafontaine
Personne-ressource

Enseignement et jeunesse

Carrefour jeunesse emploi de Coaticook
Me Véronique Dion
Membre du C.A.

Carrefour jeunesse emploi de Sherbrooke
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Cégep de Thetford Mines
Me André Gardner
Séance d'information sur le droit criminel aux étudiants étrangers

Club Optimiste de Lac-Mégantic
Me Marie-Eve Maillé
Membre du C.A. (trésorière)
Me Nathalie Gaulin
Membre du C.A.
(vice-présidente)

Collège de Sherbrooke (étudiants en francisation)
Me Céline Gallant
Séances d'information sur le droit québécois et le fonctionnement du système judiciaire

Centre de service scolaire des Sommets
Me Geneviève Lafontaine
Personne-ressource

Centre de service scolaire de Val-des-Sources
Me Geneviève Lafontaine
Personne-ressource

Commission de service scolaire de la région de Sherbrooke
Me Karine Arseneault-Sirois
Membre du conseil d'établissement de l'école primaire La Maisonnée (vice-présidente)
Me Gabrielle Lemay
Membre du conseil d'établissement
Membre substitut du comité de parents
Me Geneviève Lafontaine
Personne-ressource

CPE l'Enfantaisie
Me Karine Arseneault-Sirois
Personne-ressource
Membre du C.A. (secrétaire)

CPE-BC Uni-vers d'enfants
Me Karine Arseneault-Sirois
Personne-ressource
Membre du C.A.

École Montessori (Magog)
Me Gabrielle Lemay
Rencontre avec des élèves de 5e secondaire

Ligue pour l'enfance de l'Estrie
Me Lisanne Fabi
Membre du Comité d'étude sur la supervision des accès

Maison des jeunes du Granit
Me Nathalie Gaulin
Membre du C.A. (présidente)

Maison Jeunes-est
Me Geneviève Lafontaine
Personne-ressource

Mesures alternatives Jeunesse Frontenac
Me André Gardner
Personne-ressource
Membre du C.A. (président)

Séminaire de Sherbrooke
Me Michèle Lamarre-Leroux
Mentor pour une équipe d'étudiants participant au Concours juridique Juripop

Université de Sherbrooke
Programme clinique
Me Karine Arseneault-Sirois
Me Jean-Christian Blais
Me Marc-André Champagne
Me Simon Delisle-Beaulieu
Me Lisanne Fabi
Me Céline Gallant
Me André Gardner
Me Alexandra Houde
Me Lydia Jacques
Me Michèle Lamarre-Leroux
Me Valérie Lauzier
Me Nadia Plante
Me Mélissa Robert
Supervision d'étudiants
Me Simon Delisle-Beaulieu
Me Lisanne Fabi
Entrevues de sélection des étudiants

Faculté de droit
Me Benoit Gagnon
Membre du conseil de la faculté
Me Michèle Lamarre-Leroux
Me Véronique Fortin
Rédaction d'une opinion juridique à l'attention des poursuivants – constats d'infraction couvre-feu COVID
Me Annie-Pier Babineau
Supervision de 2 projets de recherche juridique faits par des étudiants pour des organismes

Programme coopératif
Me Marie-Eve Maillé
Supervision de l'étudiant

Programme de 2e cycle
Me Marc-André Champagne
Me Benoit Gagnon
Chargés de cours

Tandem (Le)
(Centre de pédiatrie sociale du Dr Julien)
Me Valérie Lauzier
Personne-ressource

Val-du-Lac
Me Annie-Pier Babineau
Collecte de dons pour l'achat de livres et jeux de société pour les jeunes

IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DES AVOCATS DU CCJE

Justice

Association des Jeunes Barreaux de Région
Arthabaska
Me Lydia Jacques
Membre du C.A. (vice-présidente jusqu'en août 2021)
Me Elizabeth Martel
Membre du C.A. (présidente sortante)
Mentor auprès des avocats nouvellement assermentés
Responsable du comité de la formation

Barreau d'Arthabaska
Me André Gardner
Conseiller (jusqu'au 18 juin 2021)

Barreau de Saint-François
Comité de formation permanente
Me Céline Gallant
Présidente
Me Annie-Claude Hinse
Membre

Comité des affaires criminelles et pénales
Me Marc-André Champagne
Membre
Me Benoit Gagnon
Président par intérim

Comité de la famille
Me Lisanne Fabi
Me Céline Gallant
Membres

Comité de la jeunesse
Me Mélissa Robert
Membre (secrétaire)

Comité de liaison avec la magistrature pour le district de Frontenac
Me André Gardner
Membre responsable

Barreau du Québec
École du Barreau
Me Simon Delisle-Beaulieu
Participant aux groupes de discussion sur la réforme du programme enseignant

Comité Pro Bono
Québec
Me Annie-Claude Hinse
Membre du comité d'approbation
Canada
Me Simon Delisle-Beaulieu
Supervision de 2 étudiants

Fondation du Barreau du Québec
Comité consultatif afin de développer de nouvelles initiatives en droit de la jeunesse
Me Annie-Pier Babineau
Participante

Programme e-MAJ
(transformation numérique du réseau d'aide juridique)
Me Philippe Gilbert
Membre du comité directeur

Commission des services juridiques
Comité sur la modernisation de la Loi sur l'aide juridique
Me Philippe Gilbert
Membre
Comité provincial du réseau de l'aide juridique en droit de la jeunesse
Me Mélissa Robert
Membre

Comité paritaire assurance-maladie
Me Simon Delisle-Beaulieu
Participant

Comité stratégique intersectoriel en itinérance de l'Estrie
Me Jean-Christian Blais
Me Benoit Gagnon
Membres

Équijustice Estrie
Me Mélissa Robert
Membre du C.A. (présidente jusqu'à la fin septembre 2021)

Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC)
Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM)
Table de concertation d'une journée
Me Marc-André Champagne
Participant

Programme d'accompagnement justice et santé mentale de Sherbrooke (PAJ-SM)
Me Philippe Gilbert
Me Benoit Gagnon
Membres du comité directeur
Me Benoit Gagnon
Membre du comité organisationnel

Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM)
Étude de l'Institut de psychiatrie légale Philippe-Pinel sur l'implantation du programme
Me Marc-André Champagne
Participant

Programme d'adaptabilité sociale relatif aux constats d'infraction – Cour municipale de Sherbrooke
Me Benoit Gagnon
Membre

Programme de mesures de rechange général (PMRG) – Comité de vigie
Me Jessyca Duval
Participante

Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)
Me Nathalie Gaulin
Participante à des rencontres de développement

CIUSSS de L'Estrie – CHUS

CSSS-IUGS
Me Jean-Christian Blais
Me Annie-Claude Hinse
Me Alexandra Houde
Me Geneviève Lafontaine
Me Nadia Plante
Personnes-ressources

CSSS du Granit
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

CSSS des Sources
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

CSSS de Coaticook
Me Véronique Dion
Personne-ressource

CSSS Memphrémagog
Me Gabrielle Lemay
Personne-ressource

CSSS de Stanstead
Me Véronique Dion
Personne-ressource

CISSS de Chaudière – Appalaches

CSSS de Thetford Mines
Me André Gardner
Me Elizabeth Martel
Personnes-ressources

Autres organismes

Radio locale de Thetford Mines
Me André Gardner
Animateur d'une chronique juridique hebdomadaire

Formations données par les avocats du CCJE

Formation sur le droit familial québécois
Donnée virtuellement à des étudiants du groupe de francisation du Collège de Sherbrooke
Me Marie-Christine Roy - 31 mars 2021
Mes Céline Gallant et Émilie Boulanger - 14 juin 2021
Me Émilie Boulanger - 21 octobre 2021

Présentation de l'aide juridique
Donnée à la radio hispanophone Mas Latinas de Sherbrooke
Me Michèle Lamarre-Leroux - 27 octobre 2021
Donnée à des intervenants du CLSC - équipe de soins à domicile
Me Jean-Christian Blais - 28 octobre 2021
Donnée à des intervenants du Carrefour jeunesse emploi
Me Jean-Christian Blais - 2 novembre 2021
Donnée à des intervenants de l'Hôtel-Dieu – secteur ambulatoire – santé mentale/dépendance
Me Jean-Christian Blais - 9 novembre 2021
Donnée à des intervenants du CSRS
Me Jean-Christian Blais - 22 novembre 2021
Donnée à des intervenants à l'école Le Goéland
Mes Annie-Pier Babineau et Jean-Christian Blais
23 novembre 2021
Donnée à des intervenants du CLSC – santé mentale
Me Jean-Christian Blais - 30 novembre 2021
Donnée aux élèves de 5e secondaire de l'école Montessori de Magog
Me Gabrielle Lemay - 29 novembre 2021

Jurisprudence marquante en droit de la jeunesse et de l'adoption
Donnée virtuellement aux avocats de l'aide juridique
Me Geneviève Lafontaine et deux collègues du CCJQ
26 novembre 2021

Les décisions marquantes en 2021 de la Cour suprême du Canada en matière criminelle et pénale
Mes Marc-André Champagne, André Gardner et Caroline St-André
Donnée virtuellement aux avocats de l'aide juridique
10 décembre 2021

Formation sur Jurifamille
Donnée aux préposées spécialisées de la section criminelle du bureau de Sherbrooke
Me Valérie Lauzier - 17 décembre 2021

Les peines spécifiques en matière de justice pénale pour les adolescents
Donnée au congrès de l'Association des avocats et avocates de province
Me Mélissa Robert - 25 septembre 2021

Formation sur le système juridique au Canada (droit criminel)
Donnée aux étudiants étrangers du Cégep de Thetford Mines
Me André Gardner - 20 octobre 2021

La couverture du service en droit criminel
Donnée aux criminalistes du bureau de Sherbrooke
Me Philippe Gilbert - 25 février 2022

Quelques causes d'intérêt 2021-2022

Les causes d'intérêt contribuent généralement à l'avancement du droit. Elles témoignent aussi de l'ampleur de la pratique à l'aide juridique et mettent en valeur le professionnalisme et l'engagement dont fait preuve le personnel avocat dans la représentation de leurs clients. Voici quelques exemples qui ont eu lieu au cours de cet exercice.

ME LISANNE FABI

SHERBROOKE CIVIL - FAMILIAL
(Partie adverse non représentée)

DROIT DE LA FAMILLE
C.S. 450-04-015877-193
11 mai 2021
Juge SYLVAIN PROVENCHER

Demande de la mère en changement de garde, droits d'accès, modification de pension alimentaire et choix d'école.

Le parcours scolaire de l'enfant débutant fin août prochain et la garde telle que les parties l'exercent actuellement (garde partagée) n'est plus possible en raison de la distance séparant les domiciles respectifs. Audition. Chacun des parents demande au tribunal que la garde de leur enfant lui soit confiée et que des droits d'accès d'une fin de semaine sur deux soient accordés au parent non gardien. Partie adverse non représentée. Collaboration minimale du père. Communication difficile entre les parties. Le tribunal rappelle que l'intérêt de l'enfant passe d'abord par la bonne coopération des parents, la cohésion dans leurs décisions et une attitude positive face aux défis à relever. Garde confiée à la mère.

ME MICHÈLE LAMARRE- LEROUX

SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Infraction inconnue en droit)

R. c. Marei Dakhl Allah
C.Q. 450-01-122649-218
28 juillet 2021
Juge PAUL DUNNIGAN

Requête pour remise en liberté. Marei Dakhl Allah est accusé de six chefs d'accusation, dont voies de fait et menaces de mort. Selon les policiers, cet événement avait toutes les apparences d'un crime d'honneur puisque le père de famille s'en serait pris à la victime, car il ne tolérait pas qu'il fréquente sa fille. Le ministère public s'oppose à la remise en liberté. Argument de la défense voulant que le crime d'honneur soit une infraction inconnue en droit canadien et que détenir un individu en raison de cette étiquette irait à l'encontre des règles de la justice canadienne. Le juge mentionne qu'un conflit entre des familles d'origine arabe n'indique pas d'emblée ce qu'il est convenu d'appeler un crime d'honneur. Il faudrait déterminer ce que l'on convient comme étant un crime d'honneur avant de le qualifier ainsi. Une ordonnance de remise en liberté est rendue à l'endroit de l'accusé.

ME JESSYCA DUVAL

SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Preuve circonstancielle et théorie de l'opportunité exclusive)

R. c. Denis Paulet
C.Q. 450-01-116896-205, 450-01-118382-204
21 décembre 2021
Juge CLAIRE DESGENS

L'accusé a subi son procès sur des chefs d'accusation de s'être livré à des voies de fait causant des lésions corporelles et d'avoir agressé sexuellement une dame alors qu'ils étaient tous deux des personnes âgées résidant au même endroit.

La poursuite s'appuie, après six journées d'audition au cours desquelles une quinzaine de témoins ont été entendus, sur une preuve purement circonstancielle et sur la théorie de l'opportunité exclusive pour soutenir que la dame, une septuagénaire souffrant de la maladie d'Alzheimer, aurait été victime de mauvais traitements de la part de l'accusé.

Après analyse de la preuve, la juge estime qu'en l'absence d'éléments de preuve additionnels, la seule démonstration que l'accusé se trouvait avec la victime lorsque ses blessures ont été constatées n'est nullement suffisante pour entraîner un verdict de culpabilité. Même si l'accusé a eu quelques occasions de poser sur elle des gestes violents, et en dépit de certaines de ses réactions ou attitudes ayant pu paraître étranges, et pouvant par ailleurs être suscitées par ses propres émotions d'être soupçonné d'abus.

De plus, l'accusé doit bénéficier ici des larges doutes suscités par l'ensemble de la preuve et être acquitté tant sur le chef de voies de fait causant lésions que sur celui d'agression sexuelle.

ME CAROLINE ST-ANDRÉ

SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Violation de la Charte)

R. c. Sabrina Poulin-Champagne
C.Q. 450-01-112752-196
28 décembre 2021
Juge CLAIRE DESGENS

Les policiers remarquent un véhicule rouge avec une femme à bord qui aurait effectué un freinage brusque. Ils suivent le véhicule et constatent une conduite « particulière ». Ils interceptent le véhicule et demandent à la dame son permis de conduire, attestation d'assurance et immatriculation. Suite à certaines constatations, la dame est sommée de sortir de son véhicule puisque l'un des policiers a des raisons de soupçonner qu'elle aurait les capacités affaiblies par la drogue. Un ordre lui est donné afin de subir au poste de police des épreuves de coordination des mouvements après quoi, elle sera mise en état d'arrestation pour conduite d'un véhicule à moteur alors que sa capacité de conduire était affaiblie par l'effet d'une drogue. Son droit au silence et à l'avocat lui est donné. Un agent évaluateur débute les tests et effectue un prélèvement d'urine. Elle est ensuite libérée.

Au procès, la défense produit une requête soutenant, entre autres violations, que l'arrestation était illégale, celle-ci n'était basée que sur de simples soupçons. En cours de procès, le ministère public, constatant le séreux des allégations, déclare ne pas avoir de preuve suffisante et un verdict d'acquittement est prononcé.

ME ANDRÉ GARDNER
THETFORD MINES
(Preuve de faits similaires)

R. c. Laurent Couture
C.Q. 235-01-021250-196
27 septembre 2021
Juge HÉLÈNE BOUILLON

L'accusé subit son procès sur un chef d'agression sexuelle commis au mois de juin 1998. La victime, atteinte de déficience intellectuelle, est rencontrée par les policiers en février 2019. Une prise de déclaration vidéo est effectuée. Décès de la victime avant la tenue du procès. Au procès, le ministère public tente d'introduire en preuve la vidéo de la victime ainsi qu'une preuve de faits similaires commis par l'accusé en 1995 à l'endroit du grand frère de la victime. La défense conteste les requêtes. Le tribunal rejette celles-ci et prononce l'acquittement de l'accusé.

ME MARC-ANDRÉ CHAMPAGNE
SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Absence de compétence de la Cour)

LSJPA (accusé mineur au moment de l'infraction)
C.Q. 450-01-117164-207, 450-03-041162-219
13 janvier 2021
Juge DANIIELLE CÔTÉ

Accusé demandant sa résidence permanente. Accusation d'agression sexuelle. La défense conteste la compétence de la Cour du Québec, chambre criminelle et pénale. Prétention que son client était mineur au moment du délit. Contestation du poursuivant. Intervention des autorités fédérales. Démonstration par la défense établissant la minorité de l'accusé au moment du délit à l'aide du dossier d'immigration de la famille et d'un certificat de naissance provenant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Arrêt des procédures prononcé.
Renvoi du dossier à la chambre de la jeunesse.

ME MARC-ANDRÉ CHAMPAGNE
SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Infraction inconnue en droit)

R. c. Jacynthe Daudelin
C.Q. 450-01-116697-207
12 juillet 2022
Juge CLAUDE LEBLOND

Cliente est sans antécédent judiciaire. Accusée de trafic de 7 grammes de haschich lors d'une visite à son conjoint en détention. Geste valant généralement une peine d'incarcération. Argument de la défense établissant que le nouveau cadre législatif canadien n'interdit pas explicitement la possession en milieu carcéral. Infraction aux règlements internes du centre de détention. Infraction inconnue en droit canadien. Séance de gestion avant procès. Déclaration du ministère public à l'effet de retirer l'accusation. Acquittement.

Plan stratégique 2018-2022

Résultats 2021-2022

Le Plan stratégique du CCJE a pour objectifs d'améliorer la visibilité et la notoriété de celui-ci, de favoriser l'accessibilité à des services de qualité et d'attirer et retenir les meilleurs talents au sein de ses équipes de travail. Les résultats présentés dans cette section sont ceux des objectifs réalisés au cours de l'exercice 2021-2022, les autres ayant été mis de côté en raison de la COVID-19.

ENJEU 1 Améliorer la visibilité et la notoriété du CCJE

Orientation 1.1
Faire connaître nos équipes et nos services

Objectif 1.1.1

Mettre en place des moyens pour augmenter la visibilité du CCJE

Cible
Former un comité et mettre en place graduellement les recommandations jusqu'au 31 mars 2022 (atteinte)

Résultats 2021-2022
Comité visibilité (personnel avocat et soutien)
Création d'outils de communication
Achèvement de l'affichage uniforme extérieur et intérieur de tous les bureaux

Objectifs 1.1.2 et 1.1.3

Diffuser et produire à la population, à la clientèle et aux partenaires de l'information juridique et des chroniques juridiques

Cibles
Diffuser 100 % des chroniques du réseau de l'aide juridique (atteinte)
Produire et diffuser annuellement 4 chroniques (partiellement atteinte)

Résultats 2021-2022
Diffusion de 8 chroniques du réseau de l'aide juridique
Production et diffusion d'une chronique
Animateur d'une chronique juridique hebdomadaire à la radio

Objectif 1.1.4

Prendre part aux différentes tribunes et programmes en matière de justice tels que les tables de concertation, les journées carrière ou autres

Cible
Participer annuellement à une table de concertation ou autre (largement atteinte)

Résultats 2021-2022
Comité stratégique intersectoriel en itinérance de l'Estrie
Comité provincial du réseau de l'aide juridique en droit de la jeunesse
Fondation du Barreau du Québec - Comité consultatif en droit de la jeunesse
Comité transpartisan sur les violences sexuelles et conjugales
Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC)
Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)
Table négligence du CIUSSS MRC des Sources – Cellule Parent'aise

Orientation 1.2
Étendre et consolider notre présence dans la communauté juridique et auprès de nos partenaires

Objectif 1.2.1

Créer des partenariats avec les intervenants clefs œuvrant auprès de la clientèle en santé mentale, des immigrants et des aînés

Cible
Établir au moins 3 ententes de partenariat au 31 mars 2022 (partiellement atteinte)

Résultats 2021-2022
Un ou des avocats se sont impliqués notamment auprès des organismes suivants :

Pro-Def Estrie
Conseil d'administration de l'APPAAM-Estrie
La Croisée des sentiers
L'Éveil
Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC)
Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM)

Objectif 1.2.2

Maintenir notre partenariat avec la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke

Cibles
Participer au programme d'activités de la faculté de droit et superviser un stagiaire coopératif annuellement (atteinte)

Résultats 2021-2022
Onze avocats ont supervisé 12 étudiants
Une avocate a supervisé un stagiaire du programme coopératif

Objectif 1.2.3

Maintenir et parfaire notre partenariat avec le programme en techniques juridiques du Séminaire de Sherbrooke

Cible
Superviser annuellement au moins un stagiaire (atteinte)

Résultats 2021-2022
Projet-pilote 2019 devenu pérenne
Deux étudiantes ont été supervisées

Objectif 1.2.4

Dispenser de la formation et de l'information juridique à nos partenaires communautaires

Cible
Dispenser de la formation en fonction des besoins des partenaires communautaires (atteinte)

Résultats 2021-2022
Un ou des avocats ont notamment dispensé de la formation sur les sujets suivants :

Formation sur le droit familial québécois – groupe de francisation du Collège de Sherbrooke
Formation sur le système juridique au Canada – étudiants étrangers du Cégep de Thetford Mines
Présentation de l'aide juridique
– radio hispanophone Mas Latinas de Sherbrooke
– intervenants du CLSC - équipe de soins à domicile
– intervenants de l'Hôtel-Dieu – santé mentale / dépendance
– intervenants du CSRS
– intervenants à l'école Le Goéland
– intervenants du CLSC – santé mentale
– élèves de 5e secondaire de l'école Montessori de Magog

ENJEU 2 Favoriser l'accessibilité à des services de qualité

Orientation 2.1
Revoir et ajuster nos façons de faire qui favorisent l'accès à la justice

Objectif 2.1.1

Élargir nos champs de pratique au droit carcéral et au droit de l'immigration

Cible
Former les avocats et offrir le service au 31 mars 2021 (partiellement atteinte)

Résultats 2021-2022
Une avocate a effectué les démarches suivantes :

Développement du droit carcéral
Audiences et représentations devant la Commission des libérations conditionnelles du Québec
Entrevues et consultations en matière carcérale
Gestion des attestations d'admissibilité en droit carcéral
Gestion des mandats à la pratique privée
Présentation d'une formation en droit carcéral aux avocats du CCJE

Objectif 2.1.2

Atteindre et maintenir un délai raisonnable pour l'émission des attestations d'admissibilité en matière criminelle

Cible
Maintenir un délai de 4 à 6 semaines (atteinte)

Résultats 2021-2022
Maintien du délai de 4 à 6 semaines largement respecté
Aucune plainte de rapportée

Orientation 2.2
Développer une Stratégie numérique

Objectif 2.2.1

Élaborer un plan de communication et une stratégie numérique adaptés aux besoins du CCJE

Cible
À l'aide d'une firme spécialisée, élaborer un plan de communication adapté aux besoins du CCJE au 31 mars 2020 (atteinte)

Résultats 2021-2022
Deuxième phase de la stratégie : création d'une plateforme intranet
Formation du comité intranet
Création de contenu et mise en ligne
Présentation au personnel

Objectif 2.2.3

Améliorer la gestion des dossiers des ressources humaines

Cible
Informatiser la gestion des ressources humaines au 31 mars 2022 (atteinte)

Résultats 2021-2022
Maintien de l'utilisation d'un logiciel adapté au programme d'horaire variable du CCJE permettant :
Gestion des feuilles de temps
Planification et gestion des horaires
Conformité et gestion par exception
Demandes d'absence
Banques de temps

ENJEU 3 Attirer et garder les meilleurs talents

Orientation 3.1
Adopter une philosophie de gestion axée sur le développement durable

Objectif 3.1.1

Assurer le développement, le transfert et le maintien des connaissances et du savoir-faire

Cible
Mettre en place un programme de mentorat et d'accompagnement aux nouveaux employés devant s'amorcer avant le 31 mars 2019 (partiellement atteinte)

Résultats 2021-2022
Maintien du processus d'accueil et d'intégration actuel
Élaboration du Guide du personnel
Établissement d'une plateforme intranet
Procédure d'accueil aux nouveaux membres du conseil d'administration
Programme de formations aux nouveaux employés

Objectif 3.1.2

Favoriser des mesures axées sur de saines habitudes de vie des employés

Cible
Former un comité de travail, répertorier des façons de promouvoir de saines habitudes de vie au travail et les mettre en application au 31 mars 2020

Résultats 2021-2022
Formation du Comité bien-être au travail
Élaboration d'une politique d'encouragement à l'activité physique
Déploiement de la politique auprès des employés

Orientation 3.2
Favoriser l'engagement et le bien-être des employés

Objectif 3.2.1

Sensibiliser les employés aux valeurs de l'organisation

Cibles
Faire connaître le Code de conduite lors d'une tournée des bureaux, produire et afficher des encarts à chaque bureau au 31 mars 2019 (atteinte)

Résultats 2021-2022
Affichage dans tous les bureaux
Sensibilisation des nouveaux employés
Engagement par écrit du respect du Code
Rencontres individuelles pour revoir le Code et ses valeurs

Objectif 3.2.2

Élaborer une politique de reconnaissance pour tous les employés du CCJE

Cible
Former un comité de travail pour analyser les besoins et élaborer une politique au 31 mars 2020 (atteinte)

Résultats 2021-2022
Formation du Comité bien-être au travail
Élaboration de la politique

Objectif 3.2.3

Mettre en place et maintenir un programme d'horaire de travail variable permettant la conciliation travail-famille-vie personnelle

Cible
Réévaluer le projet avec l'exécutif syndical avant l'échéance d'une année (atteinte)

Résultat 2021-2022
Maintien de l'horaire variable et de son protocole de fonctionnement

Objectif 3.2.4

Favoriser les rencontres régionales avec les employés

Cible
Tenir une rencontre annuellement (atteinte)

Résultat 2021-2022
Tenue de rencontres régionales avec le personnel de soutien et le personnel avocat

MESURES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus des objectifs stratégiques orientés sur l'adoption d'une philosophie de gestion axée sur le développement durable, le CCJE maintient également l'application de mesures qui s'inscrivent dans une optique de développement durable.

Voici les principales mesures mises en place :

Adopter des pratiques de consommation écoresponsables

- Recyclage du papier et des documents cartonnés
- Collecte de piles usagées
- Ajout de bacs à recyclage municipaux
- Utilisation de cartouches d'encre recyclées
- Achat d'appareils à économie d'énergie
- Prioriser l'envoi de courriels plutôt que de lettres
- Envoi des attestations d'admissibilité à l'aide juridique par télécopieur
- Élimination des fontaines d'eau
- Favoriser le réemploi des fournitures et équipements
- Remplacement de collections papier par des collections numériques
- Adhésion au service de paie en ligne
- Élimination par attrition des imprimantes individuelles
- Collecte et recyclage des masques de procédure

Favoriser l'accès à l'aide juridique aux personnes démunies

- Personnes-ressources auprès d'organisations émanant des secteurs de l'aide à la personne et à la famille, de l'enseignement, de la jeunesse et de la santé
- Bureaux à temps partiel de Stanstead, Windsor et Disraeli
- Admissibilité en ligne en raison de la Covid-19
- Admissibilité au Centre de détention de Sherbrooke
- Admissibilité au département de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke
- Participation au Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie
- Participation au Comité directeur du PAJ-SM
- Participation au Comité pour l'établissement d'un programme d'adaptabilité sociale relatif aux constats d'infraction
- Service de garde 24/7 pour les personnes en état d'arrestation
- Service de comparutions de fins de semaine et jours fériés pour les personnes détenues
- Service de garde personnalisé du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30
- Ligne téléphonique sans frais pour les personnes détenues

OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

Le CCJE a maintenu durant l'année les engagements énoncés dans la Déclaration de services aux citoyens adoptée en 2002.

Cette déclaration énonce la mission de l'organisation et contient les principaux engagements en matière d'accessibilité, d'apport et de qualité des services. Elle contient également des engagements particuliers, dont un système de gestion efficace des plaintes.

Traitement des plaintes

Les plaintes constituent pour le CCJE une source d'information qui lui permet d'améliorer la prestation de ses services.

5 plaintes verbales ou écrites ont été reçues au cours de la dernière année sur un total de **13 417** dossiers traités

Elles se répartissent ainsi :

4 recevables, mais non fondées
1 en cours de traitement
0 partiellement fondée

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les informations contenues dans le Rapport annuel d'activités et de gestion 2021-2022 du Centre communautaire juridique de l'Estrie relèvent de la responsabilité du Directeur général. Cette responsabilité repose sur l'exactitude et l'intégrité des données ainsi que sur la fiabilité des résultats en regard des objectifs et orientations du Centre.

Afin d'assurer la fiabilité de l'information et des résultats, des systèmes de contrôle internes ont été maintenus tout au long de l'exercice financier.

À ma connaissance, les résultats et les données du Rapport annuel d'activités et de gestion 2021-2022 décrivent fidèlement la mission, la vision et les valeurs du Centre communautaire juridique de l'Estrie. De plus, il fait état des objectifs et des résultats obtenus en regard du plan stratégique 2018-2022, des engagements de la Déclaration de services aux citoyens, des mesures de développement durable et des résultats relatifs aux exigences législatives qui influent sur l'organisme.

À mon avis, les données et renseignements présentés dans ce rapport annuel d'activités et de gestion sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2022.

Me PHILIPPE GILBERT
Directeur général

AIDE
JURIDIQUE
ESTRIE
Centre communautaire juridique de l'Estrie

225, rue King Ouest, bureau 234, Sherbrooke (Québec) J1H 1P8

aidejuridiqueestrie.ca